

23 AOÛT 1939

LA DÉCISION TERRIBLE

UNITÉ COMMUNISTE DE LYON



SOMMAIRE

- Qu'est-ce que le III^e Reich en 1939?** p. 5
- Les jeux diplomatiques des années 1930.** p. 7
- Que sera la Seconde Guerre mondiale?** p. 7
- Le chemin du pacte.** p. 7
- Un monde de dangers.** p. 9
- L'URSS et les voies alternatives.** p. 10
- Le bout de la piste.** p. 11
- Staline et Hitler.** p. 11
- Après le traité.** p. 12
- Conclusion** p. 13

Petit aparté sur la question du bilan de l'URSS, mais importante à faire. Le 80^e anniversaire du pacte germano-soviétique approche à grand pas. Cette date a été érigée comme un symbole d'une prétendue collusion entre fascisme et communisme. Elle est aujourd'hui la date de commémoration des «victimes des régimes totalitaires», rassemblant sous une même bannière ceux qui ont fait Auschwitz et ceux qui l'ont stoppé. Nous répondons, car nous ne pouvons laisser ce genre de propagande être répandue sans laisser faire.

E. Vertuis, 21 août 2019

L'un des fers de lance de la campagne de calomnie contre l'URSS sous la direction de Staline se situe sur la question du traité de non-agression conclu avec le régime hitlérien. Ce traité est employé, sans la moindre vergogne par ceux qui veulent condamner l'URSS et sa direction, dans le but de la disqualifier complètement, de la rendre indéfendable. Plusieurs apprentis-sorciers de la déformation de l'histoire ont voulu surfer sur ce choix ô combien difficile, pour faire la démonstration de la trahison du socialisme, pour faire l'illustration de la symétrie Staline / Hitler ou d'une similitude de fond entre communisme et nazisme.

Aujourd'hui, il est de coutume de charger Staline et l'URSS. Cependant, même chez les contemporains, le regard est nettement plus lucide. Churchill, grand commentateur de l'actualité, bien que féroce anticommuniste, a considéré que le pacte était la réponse logique à l'inconséquence de la diplomatie anglaise et à la politique de Chamberlain. 80 ans après, il demeure encore un événement historique brûlant, dévorant, repoussoir terrible. Modestement, nous essayons d'en apporter une compréhension qui, d'une part, replace le traité de non-agression germano-soviétique dans le contexte extraordinairement particulier des années 1930, mais également permet de comprendre comment, au moment de sa signature, la direction soviétique percevait l'attitude des démocraties libérales et de son antagoniste direct : l'Allemagne nazie.

Avant toute chose, il est important de couper court à un jeu basé sur la sémantique. Le traité de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS était ce qu'il était. Son but était de déclarer une absence d'hostilité entre deux États. Il n'était pas une alliance. Une alliance consiste en un nombre de dispositions d'assistance militaire réciproques en cas de conflit, déclenché ou subit. Rien de tel dans le cas du traité signé le 23 août 1939.

Jusqu'à la fin de la Guerre froide, la thèse de la similitude entre les régimes n'était que l'apanage d'une minorité, qui, souvent, l'utilise pour défendre le nazisme. L'histoire officielle française, sanctionnée par l'Éducation Nationale, n'instille ce genre de sottises qu'à partir des années 1990. À ce moment-là, il n'y a plus grand monde pour défendre l'Union soviétique, y compris le PCF, donc tout peut-être dit sur son compte, tant qu'il s'agit de quelque chose de négatif. Les théories d'équivalence et de guerre préventive de la part de l'Allemagne nazie ont désormais pignon sur rue.

De même, la sémantique des termes n'est pas neutre. Les Occidentaux signent des accords, les Soviétiques, des pactes. Le terme renvoie à une idée très faustienne de la diplomatie, des pactes avec le Diable. Ainsi, l'OTAN est l'*Organisation du Traité*

de l'Atlantique Nord, tandis que le vrai nom du Pacte de Varsovie est *Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle*. Signé à Varsovie, le 14 mai 1955. Nombre d'imprécisions sont faites pour accroître l'idée d'une collusion entre les deux entités juridiques et leurs dirigeants. Mais les formes ne doivent pas influencer outre mesure le contenu.

Il est en effet aisé de séparer cet événement de son contexte, et d'en faire, même, un aboutissement. Ce n'est pas une démarche d'historien. Ce procédé est une démarche de rhéteur, qui cherche uniquement à illustrer une notion préétablie en sélectionnant les événements historiques qui servent sa chape. C'est d'ailleurs ce que fait l'Éducation Nationale, qui en fait, depuis 1995, un des éléments fondamentaux de la dimension comparative des régimes totalitaires.

Il ne s'agit pas de dire que l'événement, le pacte, était un choix parfait. Il ne s'agit de le défendre comme étant un événement positif. Il est une souillure amère sur l'histoire soviétique. Cependant, nous refusons de le voir comme quelque chose qui soit une infamie *étant donné les éléments d'enquête que possédait l'URSS, le Komintern et leur direction à l'époque*, tout comme nous pensons qu'il est possible d'affirmer que *si l'URSS, le Komintern et sa direction avaient été omniscients sur la nature et les projets du régime nazi*, probablement l'attitude de la diplomatie soviétique aurait été différente. Cette affirmation n'est pas qu'un acte de foi gratuit de la part de nostalgiques aveuglés par le folklore, elle est un fait qui peut s'établir sur la base d'un travail d'enquête, même à minima, sur les conditions dans lesquelles le choix soviétique s'est effectué.

QU'EST-CE QUE LE III^e REICH EN 1939 ?

Ce qui donne son caractère particulier au pacte est l'idée qu'il soit possible de signer le moindre traité avec ce qui apparaît comme le distillat le plus pur de la brutalité sauvage et génocidaire. Hitler et ses séides sont le diable et ses démons, et il n'est pas possible d'imaginer le moindre terrain d'entente avec eux. Sans rentrer dans le champ lexical du christianisme, cette analyse est véridique, à un détail près.

Premièrement, l'Occident, et même la Pologne, ont signé, eux aussi, des pactes avec ce Diable, sur lesquels nous reviendrons. Ces pactes avaient également leur protocole secret, à ceci près que le contenu l'est resté. Ce qui le différencie donc des autres n'est uniquement que le fait que le traité signé le 23 août a été le prélude à la guerre. Ces signatures de pactes sont, en revanche, passés sous silence, alors qu'ils ont contribué, bien plus que l'Union soviétique, à la reconstitution d'une Allemagne en pleine possession de ses moyens militaires, capable de pouvoir tenir la dragée haute à pratiquement toutes les armées du continent.

Deuxièmement, nous pouvons regarder l'activité du régime nazi sur l'ensemble de la période, avec un recul qui nous permet de juger de sa nature profonde. Indépendamment des débats sur l'intentionnalité des génocides perpétrés par le Reich ou sur leur caractère «fonctionnel», il n'était pas possible de préjuger de ce que celui-ci commettrait. Avant la Shoah, il n'y avait pas eu cet événement qui a marqué ce régime du sceau indépassable, ou du moins in-dépassé de l'infamie. *Aktion T4*, Shoah par balle ou dans les camps, massacres systématiques des

élites des régions à aryaniser, politique délibérée de réquisition de l'intégralité des ressources. Ces politiques cependant sont postérieures au déclenchement de la guerre, voire postérieures même, pour la Solution Finale, à l'invasion de l'URSS. Même la Nuit de Cristal suscite les réprobations de la part de certains dirigeants nazis, Himmler, Göring, Funk, qu'on ne saurait taxer de pusillanimité à l'égard des Juifs. Au sein même des populations juives de l'époque, l'idée qui domine est que le nazisme surfe sur l'antisémitisme comme réclame publicitaire pour s'assurer des voix, que le régime enchaînera brimades et vexations, mais que celles-ci s'intègrent dans une longue série d'actes et de déchaînement antisémites traditionnels. Le consensus, au sein de l'intelligentsia, est que les massacres sont bons pour les barbares de l'est, les Cosaques et les Huns, mais que le peuple de Goethe, de l'*Aufklärung* ne peut se lancer dans ce genre d'abominations. D'ailleurs, avant le 22 juin 1941, le régime nazi, qui cherche une paix de compromis avec l'Occident, temporise son projet d'élimination complète des populations Juives, Tziganes, ou même, à terme, Slaves.

Avant le génocide, qu'est ce qui qu'est ce qui démarque le régime nazi de l'époque d'autres régimes ? Difficile à dire. Il est fasciste et extrêmement anticommuniste, mais d'autres le sont tout autant, telle la Hongrie, la Pologne, l'Espagne, la Roumanie, etc. Même chez les pays « démocratiques » Comme la France ou l'Angleterre, lorsque vus dans leur ensemble, avec leur système colonial et leur réseau de dominion, il est possible de se rendre compte que leur contenu démocratique se limite à une « démocratie d'impérialistes ». La France, par exemple, à ses lois de Nuremberg, qui instaurent une inégalité juridique entre différentes personnes vivant sur un même territoire : le code de l'Indigénat en Algérie. Elle a ses camps de concentration, comme le bagne de Poulo Condor en Indochine, ses lieux de relégation, comme la Nouvelle-Calédonie... Elle possède ses charniers, comme nous l'avons évoqué plus en amont. De ce point de vue, il n'est pas si évident de déterminer quelle limite est faite entre les régimes fascistes et les autres. C'est pour cela que la diplomatie soviétique, tout comme le *Komintern*, s'est fondamentalement intéressée à séparer les régimes entre régimes agressif et pacifiques. Ce point de vue n'était pas unique à l'Union soviétique. Un grand nombre d'acteurs, y compris de l'opposition antisoviétique, se sont aussi liés à la Gestapo, au Kempetai, à d'autres services secrets, considérant, dans leur rhétorique que cela n'était pas différent de l'aide qu'avait pu avoir Lénine pour passer de la Suisse à la Russie en 1917, sans la moindre once de vergogne.

C'est précisément cette attitude qu'a dénoncé le grand poète chinois Lou Sin en 1936, soulignant :

« [...] le côté pitoyable de l'exil, des pérégrinations et de l'échec de M. Trotsky, qui "forcèrent" celui-ci à accepter, dans sa vieillesse, l'argent de l'ennemi. » Mais, également le fait que leur « "théorie" est certainement plus sublime que celle de M. Mao Tsé-toung et d'autres : la vôtre plane haut dans le ciel, la leur est terre à terre. [...] Partant, je crains que lorsqu'elle tombera du haut du ciel, elle n'atterrisse à l'endroit le plus répugnant du globe. Les Japonais saluant vos théories sublimes. Je ne puis m'empêcher de me faire du souci pour vous à la vue de vos publications si bien imprimées. Comment vous disculpez-vous si quelqu'un

venait à répandre délibérément des rumeurs malveillantes vous accusant d'accepter de l'argent des Japonais pour sortir ces publications ? » (Lou Sin, Réponse du 9 juin 1936 aux organisations trotskistes).

C'est également celle que pouvait directement avoir Trotsky, lequel, sur la guerre à venir, écrivait :

« Contre l'ennemi impérialiste, nous défendrons l'URSS de toutes nos forces. Mais les conquêtes de la révolution d'Octobre ne serviront le peuple que si celui-ci se montre capable de traiter la bourgeoisie stalinienne comme autrefois il traita la bureaucratie tsariste et bourgeoise ».

C'est-à-dire de saboter l'effort de guerre et de pratiquer le défaitisme révolutionnaire. Si Trotsky lisait avec ardeur la Pravda, la direction soviétique lisait aussi avidement, parfois en avant première, les écrits trotskistes. Dès lors, comment ne pas, à minima, soupçonner d'une collusion, confirmée par les archives et les acteurs (notamment Soudoplatov, qui s'occupait de cet aspect-là au NKVD).

Il est de bon ton de clamer que « l'intransigeance de Staline a aidé à mettre Hitler au pouvoir ». C'est faire bon marché de l'autonomie du KPD. De plus, si Staline, comme l'affirment certains, avait jeté par-dessus bord toute idée de révolution et ne s'intéressait qu'aux affaires de l'URSS, il aurait logiquement poussé à une alliance du KPD et du SPD contre les nazis. Or, si le *Komintern* pratiquait effectivement une ligne du « classe contre classe », c'était avec le souvenir cuisant de la répression de mouvements révolutionnaires par les sociaux-démocrates. Comment le KPD, qui, 20 ans auparavant s'était fait massacrer par les assassins du SPD, pouvait-il envisager d'emblée une alliance avec ceux-ci ? De plus, face à un inconnu complet.

Même si la phrase est curieuse, elle mérite d'être prononcée : *Hitler n'était pas Hitler avant d'être Hitler*. Rien ne permettait de savoir que son régime serait si différent de celui d'une présidence militaire appuyée sur les ultra-conservateurs, ni que celui-ci pratiquerait rapidement la mise au pas du pays. C'est également faire bon marché des questions internationales qui ont facilité la mise en place du régime nazi, mais également de sa possibilité de se constituer en tant que force militaire d'ampleur.

LES JEUX DIPLOMATIQUES DES ANNÉES 1930.

Bien souvent, l'URSS, notamment à l'école, est abordée comme un monde clôt, imperméable aux influences extérieures, en somme centré sur lui-même. Or, il n'en est rien, et nous le verrons après, le monde des années 1930, qui, d'un point de vue occidental, était vu comme le calme avant la tempête, était déjà secoué par les ouragans de la guerre. Ouragans dont l'URSS n'était pas uniquement spectatrice, mais également partie prenante. Le découpage artificiel en période, en thèmes, en aires géographiques, typiquement scolastique, fait oublier à quel point les différents points du monde sont connectés et à quel point les événements sont l'aboutissement de processus. L'un d'entre eux est le débat sur la nature de la guerre à venir.

QUE SERA LA SECONDE GUERRE MONDIALE ?

Il existe une tendance, bien humaine, à croire que Staline décidait d'une manière unilatérale de la politique soviétique. Admettons que ce point soit véridique, ce qui n'était pas le cas. Cela n'enlève en rien le fait que Staline prenait ses décisions sur la base de rapports et de documents qui lui étaient fournis par les échelons inférieurs du Parti. Ainsi, pour les questions d'analyse internationale, le *Komintern* possédait un poids extrêmement important dans le processus de prise de décision. Or, le débat sur la nature de la guerre à venir était un point fondamental. La guerre, depuis 1932, était jugée comme inévitable à terme. Les plans quinquennaux avaient pour ambition de permettre à l'URSS de se défendre, mais leur aboutissement était prévu pour 1943, avec la fin du 3^e plan.

Mais quelle nature ? Serait-elle en tout premier lieu une guerre inter impérialiste, ou serait-elle une croisade antibolchévique des impérialistes coalisés ? Ce débat était crucial, car il devait permettre à l'URSS de se positionner et de positionner sa diplomatie.

Si la guerre était une croisade antibolchévique, il fallait intensifier la politique du « classe contre classe », compter sur l'hostilité de la classe ouvrière aux menées agressives contre la République de Soviets, et les déstabiliser. Si, toutefois, la guerre était, en tout premier lieu, une guerre inter-impérialiste, il fallait nouer des alliances avec les pays non-agresseurs, pour tenter de contrer ces menaces, et, surtout, protéger les petites nations de la rapacité des puissances impérialistes.

L'URSS, dès son entrée dans la SDN, en 1934, a mené une politique qui visait à lutter contre toute menace de guerre et à instituer une politique contraignante de Sécurité Collective, notamment par l'entremise de Litvinov, commissaire du peuple aux affaires étrangères. Cette politique visait à définir juridiquement les caractéristiques d'un État agresseur, et à obliger le fait de porter assistance aux petites nations. Si cette politique recevait, logiquement, les faveurs de l'opinion publique et de la direction des rares États indépendants (Albanie, Éthiopie...), les puissances impérialistes l'ont torpillée. Leur jeu géopolitique ne pouvait accepter ce type de règle. Dans le but de conserver leurs marchés et leurs sphères d'influence, les

vieilles puissances (France, Angleterre), avaient pour but principal de se coaliser pour éviter l'émergence de rivaux (Japon, Allemagne). Elle a donc été liquidée au profit d'une politique d'accords bilatéraux, qui permettaient des alliances ad hoc répondant aux désirs des impérialistes.

Dans le but de maintenir une parité entre Italie fasciste et Allemagne (jusqu'en 1936, les deux sont rivales sur la question de l'Autriche, notamment, mais aussi de la Roumanie/Hongrie), la SDN a adoubé *de facto* l'invasion de l'Albanie et de l'Éthiopie, à laquelle *seule l'URSS s'est opposée*. Si l'URSS, en 1939, abandonne la politique de Sécurité Collective, ce n'est pas par un revirement idéologique, mais bien uniquement par réalisme en vue des manœuvres visant à laisser champ libre aux agresseurs vers l'Est. Or, une des failles du *Komintern* a été de ne pas déceler la double nature de la guerre à venir, idéologique et géopolitique, même si, à sa décharge, il était extraordinairement difficile de pouvoir réussir cette analyse. Alexander Werth, alors correspondant de guerre, déclarait justement que Staline en avait conçu une certaine aigreur envers Dimitrov :

« Staline en avait un peu assez du *Komintern* après toute l'histoire de la "guerre impérialiste" en 1939-1940. » (P. 139, Werth & Werth, 2010).

Mais l'URSS n'était pas seule, dans un face-à-face avec l'Allemagne, d'autres acteurs rentraient en ligne de compte.

LE CHEMIN DU PACTE.

Or, le processus qui a mené au pacte était tout sauf un processus autonome du reste des interactions politiques et diplomatiques, non seulement des années 1930, mais remontant, pour certains, à la période tsariste. A ce titre, il mérite de se pencher sur les conceptions géopolitiques, notamment celles expliquées par Henri Kissinger dans *Diplomatie*, ou, plus récemment, par Zbigniew Brzezinski dans *Le grand échiquier*. Elles théorisent non seulement la politique de pactes et d'alliances à géométrie variable, la division constante de celles-ci entre elles, mais aussi la peur fondamentale que peuvent avoir les puissances maritimes de la naissance d'un invincible centre continental. A cela se surajoute une composante idéologique anticommuniste farouche, qui en complexifie davantage la lecture. Prendre un seul des aspects ne permet pas de comprendre la période, il faut l'interaction des deux.

Directement après la Révolution bolchevique, l'intégralité des puissances impérialistes (et quelques légions perdues au milieu de la Sibérie) ont cru voir dans l'effondrement du tsarisme une opportunité de se partager l'immensité russe et d'écraser les espoirs des opprimés dans un seul mouvement. Les tentatives de sujétion de la future URSS ont échoué face à la résistance opiniâtre dirigée par le Parti bolchevique. Elles ont cependant conduit, avec le traité de Riga (1921) à la création d'un cordon sanitaire de régime proto-fascistes (Hongrie, Pologne, Finlande...) qui devaient être le point de départ d'une nouvelle croisade anticommuniste.

Réprouvée parmi les réprouvés, l'URSS s'est donc liée avec *l'autre ostracisée* de la période, la République de Weimar, colla-

borant secrètement, économiquement comme militairement, notamment dans le but de contourner le traité de Versailles, qui l'une comme l'autre jugeaient inique et dictatorial. Il ne faut pas oublier que, dans cette période, la France s'est montrée d'une rapacité incroyable envers sa voisine d'outre-Rhin, imposant non seulement des réparations illimitées, mais, également, allant jusqu'à envahir la Ruhr pour se servir, lorsque l'Allemagne refusait de céder à ses caprices. Cette invasion, par ailleurs, a été le point de départ de la terrible hyperinflation, mais également un point d'appui au développement du NSDAP et des fondements du Parti Nazi en tant qu'acteur crédible (putsch de la Brasserie, rhétorique de la *Schwarte Schande*, la « honte noire ». Cette évocation revient constamment dans les biographies des jeunes *Akademikern* postulant pour la SS (voir l'ouvrage de Christian Ingrao, *Croire et détruire*). Le KPD, lui aussi, était un acteur de la lutte contre l'occupation militaire, notamment par les grèves importantes. Mais son renforcement poussait la bourgeoisie à se lier chaque fois davantage à l'anticommuniste et à financer largement le NSDAP. L'afflux de capitaux américains, au travers des plans de réparation (Dowes puis Young) ont permis à l'Allemagne de Weimar de se relever économiquement. Mais sa dépendance immense face à ceux-ci a contribué à couler à nouveau l'économie du pays en 1929.

Avec l'arrivée des nazis au pouvoir, les accords de collaboration économique sont rompus, et les ingénieurs allemands présents à Kazan rentrent chez eux (l'influence de ceux de Junker s'est fait particulièrement sentir dans le domaine de l'aviation, en particulier dans le transport et dans le bombardement). L'URSS et l'Allemagne se regardent en chiens de faïence. Qu'en est-il des Occidentaux et des autres acteurs ?

Ils prennent acte des discours anticommunistes virulents des nazis. Leur conclusion est qu'il est certainement possible de faire d'une pierre deux coups et de dresser l'URSS et le Reich l'un contre l'autre. Les bourgeoisies impérialistes appuient donc la reconstruction industrielle et militaire de l'Allemagne nazi par une série impressionnante de pactes passés sous silence.

- **1933** : avec l'Angleterre, la France et l'Italie, signature du traité des 4 puissances. Ce traité est non seulement conçu comme une manœuvre pour isoler l'URSS des questions européennes, mais pour régler entre grandes puissances la question des frontières.
- **1934** : Signature du traité Hitler-Pilsudski entre l'Allemagne et la Pologne, laquelle participe d'ailleurs, après Munich, au dépeçage de la Tchécoslovaquie. Ce traité a pour vocation de figer la question du couloir de Dantzig, réclamé par les Allemands, mais qui temporisent sur pendant que les revendications se portent sur l'Autriche.
- **1935** : conclusion du traité de Stresa, qui avalise de facto la conquête de l'Abyssinie par l'Italie, en échange d'une vague garantie contre les modifications du traité de Versailles et contre les modifications des rapports de force en Europe. Ce traité, qui doit faire font contre l'Anschluss, est le sommet de l'application d'une ligne strictement géopolitique. En effet, la France et l'Italie font face à l'Allemagne, tandis que l'Angleterre conclut un accord avec cette dernière, dans le but de restaurer sa capacité militaire.
- **1935**, également : signature de l'accord de réarmement

naval entre Angleterre et Allemagne. Il permet à l'Allemagne nazie de construire une flotte allant jusqu'à 35 % du tonnage de la Royal Navy pour la flotte de surface et jusqu'à 45 % pour les sous-marins. Cela représente tout de même 420 000 tonnes de navires de combat. Dans tous les cas, le total excède la capacité de production des chantiers navals de l'époque, mais il permet de poser sur cale les croiseurs, les cuirassés et les sous-marins ultra modernes qui semèrent la terreur quatre ans plus tard.

- **1936** : le pacte anti-Komintern est signé entre l'Allemagne et le Japon. Il a pour but de créer une ligue anticommuniste mondiale, tout comme d'isoler l'URSS pour préparer son invasion. Ce pacte reçoit un écho particulièrement favorable dans les pays occidentaux. En dépit des souhaits de Hitler, cependant, la France et l'Angleterre n'y adhèrent pas, seule l'Italie le rejoint en 1937, avant d'être étendu à un grand nombre de pays européens.
- **1938** : en septembre, à peine avant la conférence de Munich, les Anglais signent un traité de non-agression avec l'Allemagne nazie. La conférence, qui marque le point culminant de la politique d'apaisement (en réalité d'encouragement à l'agression), voit les Occidentaux exclure de toute discussion le gouvernement tchécoslovaque, tout comme le gouvernement soviétique. L'URSS, qui avait proposé la garantie des frontières tchécoslovaques, dans la mesure où elle pouvait obtenir un droit de passage pour intervenir, tire la conclusion que la France et l'Angleterre jouent le jeu d'une expansion allemande vers ses frontières, prélude à une guerre. La France emboîte le pas en décembre dans une signature d'un traité de non-agression. Cependant, cela se fait en dépit d'une position particulièrement ambivalente sur la question. En effet, bien que les gouvernements français soient particulièrement méfiants envers l'Allemagne nazie, et préféreraient une solution qui prenne en étau leur rival, les cartels réactionnaires ont vécu le Front Populaire comme un traumatisme, et voient dans l'URSS l'arrière-cour de la lutte des classes en France (ce qui n'est pas totalement usurpé), tout comme dans le modèle hitlérien une source d'inspiration. Après Munich, la France a définitivement choisi entre URSS et Allemagne, la réaction politique l'emportant sur le réalisme géopolitique.
- **1939** : l'Allemagne multiplie la signature de pactes avec toutes les pays possibles, surtout les États baltes, mais également la Roumanie et la Hongrie. Autant l'Angleterre n'a pas daigné voir en l'URSS autre chose qu'un ennemi irréductible qu'il fallait écraser, autant la France, traumatisée par la Première Guerre mondiale, s'est montrée intéressée plusieurs fois par l'idée de ressusciter l'Entente. Or, c'est précisément dans ce cadre-là que les contradictions entre la vision géopolitique et la vision idéologique se sont exprimées. D'une part, il y avait donc la peur d'une résurrection de l'appareil militaire Allemand, de l'autre la réticence, en particulier d'un État-major viscéralement anticommuniste (l'armée française a participé notamment au combat contre les bolcheviques, mais également à l'écrasement de la République des Soviets de Hongrie et à la guerre russo-polonaise.)

Ainsi, en 1934, Louis Barthou parvient à rapprocher l'URSS et la France. Son assassinat, en même temps que Alexandre Ier de Yougoslavie, par un Oustachi, signe le glas de cette politique précaire. Un accord est trouvé en 1935, supposément accompagné de garanties militaires concrètes, mais il ne connaît pas la moindre application. Même le Front populaire ne tente pas de faire plier l'État-major, qui reste farouchement antisoviétique.

Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Allemands, le 15 mars 1939, les Occidentaux se sont décidés à faire des propositions à l'Union soviétique. Mais elles sont fait d'une manière tellement insultante, avec une inégalité sur la question de l'engagement, qu'elles ne peuvent que déboucher sur un échec. Ainsi, sur le cas de la Roumanie, cliente de la France, il est demandé que l'URSS garantisse les frontières et intervienne militairement en cas de conflit. Mais cela n'est pas exigé de la France ou de l'Angleterre. De même il est demandé que l'URSS garantisse celles de la Pologne, mais elle n'a pas l'autorisation de traverser ses frontières. En somme, tout est fait pour que le gouvernement soviétique ait l'impression que les Occidentaux veulent que tout conflit implique leur pays, tandis qu'eux peuvent garder leurs options bien en main. Quant à l'Angleterre, la lecture des comptes rendus des conversations entre Lord Halifax et Joachim Ribbentrop suffisent à illustrer le cynisme avec lequel elle concevait sa politique étrangère, tant vers l'URSS que vers la France.

C'est ce qui pousse la direction soviétique, par la bouche de Staline, à déclarer, devant le XVIII^e congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, que l'URSS ne cherchait la guerre vis-à-vis de personne et qu'elle ne « *tirera pas les marrons du feu pour quiconque* ». Cette prise de position, tout comme le remplacement de Maxime Litvinov par Viatcheslav Molotov, a été interprété par l'Allemagne comme une possibilité d'un retournement.

Tandis que l'Occident envoyait un représentant non-plénipotentaire par le plus lent des navires disponibles, mépris ultime, l'Allemagne faisait expédier son ministre des affaires étrangères par la voie aérienne. C'est ainsi que l'URSS s'est retrouvée, tout d'abord à signer un accord économique avec l'Allemagne, puis une proclamation de neutralité et de non-agression. Entre d'une part une proposition d'entrer en guerre sans garantie aucune de soutien et une proposition de rester en dehors du futur conflit, l'URSS a choisi celle qui l'engageait le moins. Mais, si on se focalise sur la question de l'Europe, il ne faut pas oublier quelle perception avait l'URSS de l'ensemble de a situation internationale.

UN MONDE DE DANGERS.

L'hostilité au communisme de l'Allemagne nazie était fantastique. Mais elle n'était pas unique. L'Angleterre et la Pologne, en 1927, avaient rompu leurs relations diplomatiques avec l'Union soviétique, ce que celle-ci a interprété comme un prélude à une invasion. Ce subit sursaut de tension est arrivé à un moment où la direction du pays était la plus divisée, et a également joué un rôle particulièrement important dans la manière dont les contradictions au sein du parti ont été réglées tout comme la manière dont la collectivisation et le passage à

une économie planifiée ont été réalisés. Après les années 1920, la crise de 1929 éloigne provisoirement les menaces en Europe, mais les fait renaître à l'Est.

Ainsi, alors que le monde a les yeux rivés sur la diplomatie européenne la guerre couvait en Asie. Entre le 11 mai 1939 et le 16 septembre de cette même année, s'est déroulée la bataille de Khalkhin Gol face au Japon Showa. Si cette bataille est relativement connue, sa relation avec la diplomatie sur le front ouest (du point de vue soviétique) n'est quasiment jamais mentionnée.

Pourtant, si nous la comprenons comme l'URSS la comprenait, il est clair qu'elle joue un rôle fondamental dans les choix soviétiques en termes de diplomatie. Pour la résumer de manière extrêmement concise : le Japon, engagé en Chine depuis 1931 et de manière beaucoup plus active à partir de 1937, est donc en contact direct avec l'URSS. Un groupe politique important, nommé le *Hokushin-ron*, ou « groupe d'attaque vers le nord », souhaite une expansion vers la Sibérie de l'empire japonais, et accroître les gains de la guerre Russo-Japonaise de 1904-1905. Un autre groupe, le *Kodoha*, est formé de fanatiques anticommuniste. Les deux groupes se sont alliés pour lancer des provocations, profitant du faible contrôle impérial. Cette situation dangereuse explique en partie la politique conciliante du gouvernement soviétique vis-à-vis des nationalistes chinois, pourtant anticommunistes, vus comme un rempart contre les menaces japonaises.

Une de ces provocations est les bataille de Khalkin-Gol. Celle-ci devait déboucher sur une guerre de grande ampleur menée contre l'URSS. Entre mai et septembre, plusieurs affrontements d'ampleur variée ont lieu vers la frontière mongole. Ces affrontements culminent en juillet, date à laquelle, en Europe, les tensions sont également extraordinairement fortes. Si, rétrospectivement, les forces militaires dirigées par Joukov pulvérisent les Japonais, au moment où les premiers affrontements ont lieu, l'URSS n'est pas préparée, d'une part, de l'autre le Japon est à la fois allié traditionnel de l'Angleterre (la rupture sera en 1941), mais également membre du pacte anti-*Komintern*. L'URSS avait toute raison de croire à une possibilité d'un envenimement impliquant l'Angleterre, ennemi n°1 des années 20, le Japon, celui des années 1930, et l'Allemagne, danger montant. Cette conjonction des astres pèse fortement sur la direction soviétique, qui ne peut pas ne pas croire à un danger réel, concret et immédiat.

Il est notable que l'offensive de Joukov, celle qui renversa la vapeur, eut lieu le 20 août 1939, trois jours avant la signature du pacte. Cette signature est d'ailleurs un des facteurs qui poussa le Japon à abandonner l'idée de poursuivre les opérations, désormais conscient du fait qu'aucune aide ne lui viendrait de l'Allemagne. Pour l'URSS, le pacte n'était pas qu'une question de temps, mais également un bénéfice net, direct, immédiat à encaisser.

L'URSS ET LES VOIES ALTERNATIVES.

À la mi-1939, l'URSS était en face de trois choix possibles:

- **Première option** : rechercher à tout prix l'alliance avec l'Occident.
- **Deuxième option** : faire cavalier seul.
- **Troisième option** : opter pour un renversement de front.

Les premières et deuxièmes options, bien que séduisantes, étaient en réalité des impasses. L'Occident *ne voulait pas* d'une alliance contraignante envers l'URSS. De même, l'URSS ne pouvait se lancer seule contre l'Allemagne nazie.

Supposons une autre histoire. Supposons que nous nous laissons entraîner par cette mode du *what if* si courante. Disons que, par exemple en 1936, l'URSS prenne les devants et attaque l'Allemagne nazie. L'URSS possédait alors une supériorité dans tous les domaines techniques (aviation supérieure en qualité, chars très nombreux et d'un niveau nettement meilleur que les Pz I ou II, artillerie excellente...). L'Allemagne, quant à elle, était quasiment nue militairement parlant. Le rapport de force était donc nettement plus favorable qu'en 1941. Oui, mais non. Pour plusieurs raisons, internes et externes. Internes (*elles seront développées dans la partie sur les purges, laquelle sera publiée vers la rentrée*), l'URSS est en pleine lutte des classes internes. Les tensions sont à leur comble face à plusieurs oppositions. Quoiqu'on pense de la situation interne relative à l'armée, et de la personne de Tchoukaïtchevski, il est impensable qu'il n'existe pas des tendances bonapartistes chez les militaires, tendances qui ont existé dans toutes les armées, y compris d'ailleurs chez les nazis eux même. De plus, non seulement l'URSS aurait été seule, mais elle aurait certainement été poignardée dans le dos si elle avait été en position de force.

Pourquoi donc ? Deux raisons à cela. La première est politique, la seconde est géopolitique.

- **Politique** : contrairement à ce que la *doxa* républicaine vend, la proximité idéologique était beaucoup plus forte entre le nazisme et les bourgeoisies occidentales et leurs gouvernements, y compris lorsque ceux « de gauche ». En 1939, celui qui apparaît comme le monstre hérétique n'est pas Adolf Hitler, mais bien Joseph Staline. Les nazis ne sont pas forcément en odeur de sainteté, mais leur politique ne touche pas à la propriété privée ni aux intérêts des cartels bancaires et industriels. L'illustre philosophe Georges Politzer en fournit une brillante explication dans *Révolution et contre-révolution au XX^e siècle*, dans lequel il explique le fondement de la Révolution Nationale de Vichy.
- **Géopolitique** : Croire que l'objectif premier, principal, des démocraties était d'abattre l'Allemagne nazie, qui fait fi de la compréhension, en tout premier lieu, très géopolitique de la question de l'équilibre des puissances en Europe. Comme mentionné plus haut, idéologiquement parlant, ce qui est l'anomalie est l'alliance entre USA, Royaume-Uni et URSS, non une alliance entre les deux puissances impérialistes et le III^e Reich. Ces questions géopolitiques ont cependant pris le pas sur la question idéologique. Le

but fondamental de l'Angleterre, de la France, était surtout de maintenir un équilibre des puissances européennes, dans le but qu'aucune ne prenne l'ascendant d'une manière démesurée sur les autres. La France a été plus douce avec l'URSS et moins tolérante avec le réarmement allemand, uniquement du fait de sa proximité avec l'Allemagne et de sa conscience très aiguë de sa situation de faiblesse.

Quel est le corollaire de ceci ? Cela signifiait que, dans l'esprit des Anglais, principalement, mais aussi des Américains, qui possédaient la même conception géostratégique, inspirée de Mahan et de Mackinder, il n'était pas tolérable, acceptable, que se forme un seul bloc sur le continent européen (d'où le *Hitler first!* de Roosevelt après Pearl Harbor).

Donc, si les Soviétiques étaient intervenus en 1936, comme certains stratèges de chambre l'annoncent, que se serait-il passé ? Deux exemples permettent de situer la réaction des « Alliés », le cas espagnol et le cas finlandais.

En Espagne, fascistes et antifascistes se sont fait face. Malgré un prétendu soutien moral à la République, les Alliés se sont abstenus complètement de venir « sauver la démocratie ». Ils se sont placés en observateurs, attendant de voir ce qui en sortirait et comment ils pourraient en tirer avantage. Sur la Finlande, en 1939-1940, alors que les occidentaux ont laissé la Pologne se faire pulvériser sans rien faire, Français et Anglais échafaudent des plans ahurissants de complexité pour venir en aide à la Finlande fasciste de Mannerheim. Les Français envoient des armes et proposent l'expédition de bataillons de volontaires, tandis que les Anglais planifient des raids sur Bakou depuis le Levant. Les premiers envoient même certains de leurs précieux avions de guerre, qui feront cruellement défaut à partir du 10 mai 1941.

Pour intervenir contre les nazis, les Soviétiques devaient, de plus, trouver un terrain d'opération. Il n'existait que la Pologne, du fait de sa configuration, qui puisse être employée. Or, la Pologne, que ce soit par hystérie anticommuniste ou par russophobie (justifiable au vu de son histoire cependant), s'est refusée à cela. Dès lors, la traversée de la Pologne, même encouragée par la France et l'Angleterre, aurait formé un *casus belli* qui aurait justifié : soit que les Alliés restent neutres, hypothèse espagnole, et laissent s'entre-tuer les deux armées, soit qu'elle intervienne contre l'URSS, d'emblée ou si elle était sur le point de gagner.

Dans tous les cas, les Occidentaux ne voulaient pas s'engager, mais au contraire conserver leurs options libres dans le but de pouvoir intervenir comme arbitres de l'inévitable conflit européen. C'est également pour cela que, malgré les cris d'horreur face à la déferlante contre la Pologne, ni la France ni l'Angleterre n'ont esquissé le moindre geste d'aide et se sont contentés d'un *wait & see*.

LE BOUT DE LA PISTE.

Contrairement à ce qui a pu être raconté, les Soviétiques n'ont pas bondi de joie à l'idée de signer ce pacte. Il n'y eut pas de toast à Hitler, ni de fioritures. Les uns et les autres avaient bien trop conscience du caractère étrange de la situation pour s'embarrasser d'un protocole. Au contraire, Staline même plaisanta, en levant un toast à «*L'URSS, le nouveau membre du pacte anti-Komintern*» (Fitzpatrick, 2018), laissant les Allemands pantois et stupéfaits. Hitler, en revanche, à bondi de joie, s'exclamant «*Je les ai eus, je les ai eus!*» (Beevor, 2007).

Malgré le fait que le pacte ait été singé il y a 80 ans, il existe des questions. L'existence de l'appendice secret, par exemple, a été nié jusqu'à la fin de sa vie par Molotov, lequel insistait sur le fait que le document présenté était un faux, signé «*W. Molotow*» en alphabet latin. D'après celui-ci, les lignes de démarcations ont été négociées au rapport de force après coup, et chacun, conscient de l'hostilité à terme de l'autre, est allé le plus loin possible.

De même, contrairement à ce qui aurait pu être attendu, si le traité a été un tremblement de terre pour le mouvement communiste international, la direction du PC(b)US n'a pas poussé à un alignement complet. Le PCC et le KMT ont continué à lutter contre le Japon, l'agitation antifasciste n'a pas été condamnée. Les communistes français partis combattre dans contre l'Allemagne à la déclaration de la guerre n'ont pas été non plus condamnés par l'Union soviétique. Même si, par rapport à la conception du *Komintern*, ils étaient en tort, l'avenir leur a donné raison, et la direction de l'URSS en a tenu compte. La résistance communiste n'a d'ailleurs absolument pas attendu le 22 juin 1941 pour s'en prendre aux nazis et à l'armée d'occupation.

Au sein de l'URSS même, les publications contre l'Allemagne hitlérienne ont été mises en pause. Certains Soviétiques ont cru que l'antisémitisme était devenu légal, et un tombereau d'injures ont été déversées par courrier contre Kaganovitch, considéré comme le juif de l'équipe. Cependant, dès 1940, les journaux soviétiques traitent le conflit sur un pied d'égalité, puis sous un angle plutôt favorable à l'Angleterre, en particulier durant la bataille aérienne qui l'oppose à la Luftwaffe. La seule chose qui était condamnée était l'idée de créer une provocation qui permette à l'Allemagne de justifier une intervention.

En dépit de la situation complexe, il n'est pas possible de considérer l'URSS comme un cobelligérant et un allié de l'Allemagne nazie. Il existe un commerce entre eux, tout comme avec les autres pays neutres de l'époque, USA compris. Mais il existe également des canaux de communication entre URSS et pays alliés, notamment par la Suède, où l'incontournable Alexandra Kollontaï est ambassadrice pour l'Union soviétique.

Pourquoi Hitler a-t-il proposé ce traité si contradictoire avec sa position politique de champion de l'anticommunisme ? La direction de l'Allemagne nazie n'en était pas moins dotée d'un certains réalismes, notamment en ce qui concernait les projets de l'Occident.

Hitler, en tant que dirigeant d'une puissance impérialiste qui cherchait à s'imposer face à des puissances écrasantes et qui ne lui laisseraient pas se faire «*une place au soleil*» dans le monde plein de l'ère impérialiste. Il lui fallait donc ruser pour parvenir à s'imposer. L'Angleterre, qui voyait d'un mauvais œil

la France être la puissance principale du continent, a été un allié temporaire, mais précieux. Seulement les désirs hitlériens dépassaient la simple parité. Ils visaient la suprématie.

À terme, la conflagration avec l'URSS était logiquement inévitable du fait des objectifs même du nazisme. Cependant, la question des étapes était primordiale. Pour éviter une guerre sur deux fronts, un *modus vivendi* était nécessaire. Pour sécuriser l'étape de l'écrasement de la Pologne et éviter une internationalisation du conflit, le traité a été proposé. Il était facile de proposer quelque chose qui convienne à l'exigeante diplomatie soviétique, notamment, car les plus grands compromis étaient vus comme fictifs, car temporaire. À la fin, l'Allemagne raflerait l'ensemble de la mise. Il laissait l'Allemagne régler son contentieux, mais la mettait au contact de sa Némésis.

Si la France et l'Angleterre n'étaient pas entrées en guerre, qui sait si l'URSS aurait été ciblée directement. L'étape France était peut-être nécessaire, mais pas celle de l'Angleterre, avec laquelle Hitler pensait pouvoir s'entendre.

Paradoxalement, Hitler a été plus critiqué que Staline, en occident, pour le pacte. Aux yeux de la bourgeoisie, c'était le nazi qui signait un pacte avec le Diable et non l'inverse. Il était aisé d'ironiser sur Staline, mais la «*trahison hitlérienne*» terrifia les grands capitalistes.

STALINE ET HITLER.

Lorsque, en novembre 1940, Molotov a rencontré le gratin du nazisme, les débats ne se sont absolument pas passés comme l'entendaient les Allemands. Hitler avait essayé d'orienter l'URSS vers l'Empire anglais, dans le but de prendre à revers les Britanniques. Il a fait miroiter aux Soviétiques l'idée d'un accès aux mers chaudes, au golfe Persique, à l'Inde. Il s'agissait d'un calcul logique et cohérent, celui-ci ne s'intéressait principalement qu'aux affaires européennes. Il n'a accordé, par la suite, qu'un soutien distrait et lointain aux opérations de l'Afrika Korps ou aux tentatives irakiennes de mettre en place un régime anti-anglais. Mais surtout, il a commis l'erreur de considérer l'URSS comme un rapace avide de conquêtes. En dépit des tentatives successives de susciter la convoitise des Soviétiques, l'affaire fit long feu. La rencontre a été l'occasion d'un des célèbres traits d'humour grinçant de Molotov, considéré à tort comme une personnalité fade et plate. Lorsque, après avoir interrompu deux fois la réunion sous prétexte de raids alliés sur la capitale, les Allemands revinrent à la charge sur le partage du monde, arguant que la guerre était presque gagnée, il leur rétorqua «*si elle est gagnée, que faisons-nous dans un bunker anti-aérien ?*».

Ce qui intéressait les Soviétiques, en réalité, était une chose fondamentale: la présence de militaires Allemands tant dans les États baltes qu'en Finlande ou en Roumanie, prélude à une invasion. Cette crispation importante est restée jusqu'au déclenchement de l'invasion.

Même l'intervention soviétique en Pologne est restée parallèle à celle des Allemands. Il n'y a pas eu de coordination militaire ou d'État-major commun. La Pologne, victime de cet accord, doit également être regardée pour ce qu'elle était à l'époque. Certes, la manière dont les événements se sont déroulés, et les conséquences dramatiques de ceux-ci, notam-

ment la question de Katyn, qui sera abordée dans un article subséquent, ne sont pas défendables comme des événements positifs. Ils sont le fruit d'une situation dramatique, dans laquelle l'URSS a agi comme elle pouvait. De plus, il ne faut pas oublier ce qu'était la Pologne de 1939. Il ne s'agissait pas d'un régime démocratique et idyllique, mais d'une dictature d'inspiration militaro-fasciste, construit et architecturé dans le but de servir d'État tampon entre Allemagne et URSS, au mépris d'ailleurs du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Pologne réactionnaire née au détriment de l'Ukraine et de la Biélorussie, par le traité de Riga arraché aux Soviétiques, ne s'est d'ailleurs pas privée de participer à dépeçage de la Tchécoslovaquie. Certes, cela ne justifie pas positivement l'entrée des troupes soviétiques. Celle-ci n'en est pas moins le fruit d'événements sur lesquels elle n'avait pas de prise. En étant cynique même, il serait possible de demander si elle aurait dû laisser la Pologne toute entière être absorbée par l'Allemagne.

APRÈS LE TRAITÉ.

En dépit du traité, l'URSS mène plusieurs opérations militaires hors Pologne. Ces opérations ont été considérées par un certain nombre d'observateurs comme une manifestation d'impérialisme. Cependant leur fonctionnement et la manière dont ils se sont produits sont révélateurs de leur vraie nature. Ainsi, le traité d'amitié et d'assistance mutuelle soviéto-mongol ne débouche pas sur une annexion ou une intégration dans l'Union soviétique. Pourquoi? Parce que ce n'était pas l'objectif premier. La plus grande inquiétude de l'URSS était la protection de ses frontières et de sa partie la plus occidentale, concentrant les bassins industriels et les terres agricoles.

D'une part, en prélude au conflit, les plans quinquennaux ont initié un déplacement des industries et des centres de production de matière première vers l'Oural, comme Magnitogorsk, mais, surtout comme la ville de Tcheliabinsk, immense ville usine, surnommée Tankograd.

De l'autre, il fallait repousser le plus loin possible les frontières, pour pouvoir, selon le principe clausewitzien, échanger de l'espace contre du temps. L'une d'entre elle, celle qui courait à proximité de Leningrad, était particulièrement vulnérable. En effet, elle s'arrêtait à 10 km à peine du grand centre politique et économique. L'URSS a alors tenté de négocier avec le gouvernement finlandais, dirigé par le maréchal Mannerheim, un des champions de l'anticommunisme, pour obtenir une rectification de frontière et un bail sur la base navale de Vyborg, en échange d'une partie de la Carélie. Soutenu à la fois par les Occidentaux et par les Allemands, le régime finlandais refusa. Il s'en est suivi une guerre hivernale, dans laquelle l'Armée Rouge n'a pas brillé. La victoire est obtenue chèrement, mais contribue à sauver Leningrad en 1941-1944. En dépit de l'occupation soviétique, les conditions d'armistice sont extraordinairement clémentes. Elles l'ont tout autant été après la défaite de 1944, où, pourtant, l'URSS aurait pu sans problème imposer le gouvernement de son choix. Plusieurs des failles observées dans l'Armée Rouge sont également corrigées, ce qui contribue à la doter d'une meilleure capacité de résistance durant l'invasion allemande.

L'occupation des États baltes et de la Bessarabie s'inter-

prètent également de cette manière. La Baltique est vue comme une zone d'influence allemande importante et comme un balcon pour une future invasion de l'URSS. Celle-ci, en contrevenant d'ailleurs aux dispositions du traité germano-soviétique, procède à un coup de force en imposant un traité à ces pays, puis en procédant à leur intégration. Cette opération est effectivement un « coup tordu », mais correspond à une *realpolitik* féroce. Aujourd'hui, encore, la présence russe à Kaliningrad est un verrou considéré comme hautement stratégique pour la protection de la Russie. Il en est de même pour la Bessarabie, d'autant que l'occasion de récupérer cette partie d'Ukraine est tentante. Ce révisionnisme au niveau des frontières est contestable, mais il est important de comprendre que, pour l'URSS et sa direction, à l'exception de la Finlande, ces territoires étaient considérés comme des morceaux d'URSS arrachés par le traité de Riga en 1921. Leur indépendance ou dépendance nouvelle avait à peine 20 ans lorsqu'elle s'est terminée. Dans tout autre contexte, elle aurait été condamnable et condamnée par le mouvement communiste international, mais dans un prélude à la guerre, elle était une obligation vitale. Chaque pays participant a eu son lot de coups tordus organisés pour sa sécurité. L'URSS, même mue par d'autres principes, ne pouvait sacrifier sa survie ou celle de son peuple à ces principes intangibles.

Même des personnalités unanimement applaudies, telle le président de la Tchécoslovaquie Edvard Beneš, se sont mouillé dans des opérations secrètes par nécessité vitale. Il a ainsi contacté à plusieurs reprises le NKVD dans le but de pouvoir organiser un coup d'État anti-allemand en Yougoslavie. L'opération a fait cependant long feu du fait de l'absence de fiabilité des agents disponibles et des réticences de la direction soviétique. En revanche, Beneš n'a pas été abandonné par le NKVD, qui a payé son évacuation vers l'Angleterre.

En France comme dans plusieurs pays, la signature du traité est l'occasion d'une campagne anticommuniste sans précédent. Dès le 26 août, le PC français est interdit et ses militants sont pourchassés. Ceux qui distribuent des tracts sont arrêtés et expédiés en prison ou dans les camps de concentration de la III^e République, dont celui de Gurs. Ils y rejoignent les membres de Brigades Internationales, les Basques et les Juifs Allemands, tous livrés par Vichy aux nazis après la défaite. Après la signature, le 28 septembre, d'un traité germano-soviétique qui règle la question de la ligne de démarcation en Pologne, les dernières expressions du PC sont déclarées illégales.

Le PC, en dépit de la complexité de la situation, suivait la ligne qui considérait cette guerre comme une guerre impérialiste comme les autres. Son caractère particulier n'est pas apparu directement et ne pouvait pas être prédit. Dès la défaite de la France les communistes sont entrés en résistance. Politzer lui-même tenta d'initier une défense populaire de Paris, à l'image de la Commune. Mais la ville a été abandonnée sans combat par un État-major dont la ligne de conduite était « plutôt Hitler que le Front populaire. »

CONCLUSION

Pour clôturer cet aspect essentiel de cette question brûlante, il faut rappeler une chose fondamentale : la guerre qu'a menée le régime nazi contre l'URSS n'a eu de commune mesure dans l'histoire, tant par la volonté exterminatrice que par le fanatisme politique. Même l'invasion japonaise de la Chine, avec ses actes de cruauté d'une ampleur invraisemblable, a plus causé de pertes humaines par un « simple » mépris de la vie des Chinois que par une volonté affirmée de chasser intégralement la population et de la priver de tout. Les 27 millions de citoyens et de citoyennes soviétiques qui ont payé de leur vie l'écrasement du III^e Reich sont les otages involontaires d'un débat épouvantablement mené. Ceux qui sont prompts à voir dans cet océan de cadavres la marque du régime stalinien sont également les premiers à reprocher à l'URSS les mesures défensives qu'elle a prises pour éviter ce massacre. Entre les deux, un choix doit être fait. Certains, plus cyniques et vicieux encore, se sont servi de la politique extérieure soviétique pour justifier l'attitude du Reich. C'est le cas notamment des crypto-fascistes comme Ernst Nolte ou François Furet, pour qui le nazisme n'est que la réponse au bolchevisme, et que le péché originel de la Shoah est imputable à Lénine.

Il n'est pas possible de dire que la politique extérieure de l'URSS, le 23 août 1939, a été un événement dont il est possible d'être particulièrement fier, tout comme la répression de Kronstadt, tout comme la paix de Brest-Litovsk, tout comme un grand nombre de compromis, de temporisations, de coups de forces, mais qui sont le reflet des enjeux immenses qui se déroulent. Les médias bourgeois et gauchistes, si prompts à condamner l'URSS pour ce traité, oublient-ils qui a encouragé Hitler, qui lui a donné les moyens de faire ce qu'il a fait, mais, également, qui l'a stoppé ? La diplomatie des années 1930 était une voie étroite, sur le fil du rasoir, où le moindre faux-pas aurait pu permettre à Hitler de concrétiser sa promesse d'un Reich de 1000 ans.

Comment ne pas penser à cet extrait de *Les Mains Sales* de Sartre :

« Moi j'ai les mains sales. Jusqu'aux coudes. Je les ai plongées dans la merde et dans le sang. Et puis après ? Est-ce que tu t'imagines qu'on peut gouverner innocemment ? »

Petit aparté sur la question du bilan de l'URSS, mais importante à faire. Le 80ème anniversaire du pacte germano-soviétique approche à grand pas. Cette date a été érigée comme un symbole d'une prétendue collusion entre fascisme et communisme. Elle est aujourd'hui la date de commémoration des « victimes des régimes totalitaires », rassemblant sous une même bannière ceux qui ont fait Auschwitz et ceux qui l'ont stoppé. Nous répondons, car nous ne pouvons laisser ce genre de propagande être répandue sans laisser faire.

E. Vertuis, 21 août 2019



Une brochure de l'Unité Communiste de Lyon
Pour plus d'informations : Unitecommuniste.fr